



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté, de la légalité
et de l'environnement**

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Service biodiversité, eau et paysages**

**Bureau de l'utilité publique, de la concertation
et de l'environnement
Mission enquêtes publiques et environnement**

ARRÊTÉ

**portant dérogation à l'interdiction de capture, de destruction, de perturbation intentionnelle
d'individus et de destruction d'habitats d'espèces animales et végétales protégées au titre de
l'article L.411-2 du code de l'environnement – projet « Molx Écopôle de Gardanne » –
commune de Gardanne**

**La préfète déléguée pour l'égalité des chances,
préfète des Bouches-du-Rhône par intérim**

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.163-1, L.163-5, L.171-7, L.171-8, L.411-1, L.411-2, L.415-3 et R.411-1 à R.411-14 ;

Vu le décret du 23 octobre 2024 portant nomination de madame Isabelle EPAILLARD en qualité de préfète déléguée pour l'égalité des chances auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

Vu le décret du 29 octobre 2025 portant cessation de fonctions de monsieur Georges-François LECLERC en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, en outre préfet de police des Bouches-du-Rhône ;

Vu l'arrêté du 7 novembre 2025 portant délégation de signature à monsieur Frédéric POISOT, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

Vu l'arrêté interministériel du 9 mai 1994 relatif à la liste des espèces végétales protégées en région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

Vu l'arrêté interministériel modifié du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L.411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvage protégées ;

Vu l'arrêté interministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

Vu l'arrêté interministériel du 19 novembre 2007 fixant les listes des amphibiens et reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

Vu l'arrêté du 17 mai 2018 portant création d'un traitement de données à caractère personnel relatif au versement ou à la saisie de données brutes de biodiversité dénommées « dépôt légal de données de biodiversité » ;

Vu l'arrêté du 6 janvier 2020 fixant la liste des espèces ne pouvant faire l'objet d'une dérogation qu'après avis du CNPN ;

Vu l'arrêté du 8 janvier 2021 fixant la liste des amphibiens et des reptiles représentés sur le territoire métropolitain protégés sur l'ensemble du territoire national et les modalités de leur protection ;

Vu la demande de dérogation à la protection des espèces déposée le 28 juillet 2025 par la société MP INDUSTRIES / ECOPARC INDUSTRIES et ECOPARC ACTIVITES, maître d'ouvrage, composée du dossier technique daté du 30 juin 2025, intitulé : « projet Molx écopole de Gardanne – Commune de Gardanne (13) dossier de demande de dérogation à l'application de la réglementation sur les espèces protégées » – 120 pages et des formulaires CERFA 13 614*01, 13 616*01 et n°13 617*01 du 11 juillet 2025 ;

Vu l'avis en date du 24 septembre 2025 du conseil scientifique régional du patrimoine naturel (CSRPN) ;

Vu le mémoire en réponse du maître d'ouvrage de à l'avis du CSRPN intitulé « projet Molx écopole de Gardanne – Commune de Gardanne (13) – mémoire en réponse à l'avis du CSRPN » – 49 pages ;

Vu la consultation du public réalisée sur le site internet de la DREAL PACA du 5 septembre 2025 au 20 septembre 2025 ;

Considérant que la protection de l'environnement, notamment la protection des espaces naturels, la préservation des espèces animales et végétales, sont d'intérêt général ;

Considérant que la réalisation de ce projet implique la destruction d'habitats d'espèces protégées et la destruction et le dérangement de spécimens d'espèces animales et végétales protégées au titre de l'article L. 411-1 du code de l'environnement, espèces au sujet desquelles les inventaires réalisés dans le cadre de la demande de dérogation « espèces protégées » susvisée ont mis en évidence la présence ;

Considérant que la réalisation de ce projet répond à une raison impérieuse d'intérêt public majeur de nature environnementale, économique et sociale, en ce qu'elle vise à assurer la relocalisation d'une activité industrielle stratégique pour la filière du recyclage des plastiques, à prévenir la disparition d'un savoir-faire régional et de plusieurs emplois à la suite de la destruction partielle du site historique, à renforcer la capacité locale de valorisation des déchets plastiques en cohérence avec les objectifs nationaux de transition écologique et d'économie circulaire, et à éviter les conséquences économiques, sociales et environnementales qu'entraînerait la cessation de cette activité pour le territoire de Gardanne et la métropole Aix-Marseille-Provence

Considérant l'absence d'autre solution satisfaisante, après examen de plusieurs sites alternatifs selon des critères écologiques, fonciers, logistiques et territoriaux, la solution retenue consistant à implanter la nouvelle unité de recyclage au sein de l'écopole MOLX de

Gardanne permet d'assurer la relocalisation rapide de l'activité après le sinistre de 2024, de maintenir les emplois et le savoir-faire industriel existants, de s'inscrire dans une dynamique territoriale de reconversion et d'économie circulaire ;

Considérant l'avis du CSRPN, selon lequel les inventaires naturalistes présentés demeurent insuffisants, notamment du fait d'un périmètre d'étude trop restreint excluant les OLD, qu'il convient de compléter la description des protocoles et la cartographie des espèces à enjeux, que l'évaluation des impacts sur la flore, et en particulier sur le Chardon à épingle (*Carduus acicularis*), est sous-estimée, que la mesure de transfert proposée ne peut être considérée comme une véritable compensation en raison de son ampleur et de sa durée limitées, et qu'une révision des mesures écologiques, assortie d'engagements renforcés de suivi et de gestion à long terme, apparaît nécessaire ;

Considérant le mémoire établi par le maître d'ouvrage en réponse à l'avis du CSRPN, précisant les compléments apportés aux inventaires (extension à la zone d'influence incluant les OLD et explicitation des protocoles), la justification de l'absence de la Fauvette pitchou, l'intégration du Miniopère de Schreibers à l'état initial, la démonstration de l'impossibilité d'un évitement complet compte tenu des contraintes ICPE, ainsi que la proposition d'une mesure de transfert de sol du Chardon à épingle (*Carduus acicularis*) sur un site d'accueil de 1 420 m² assortie d'un suivi écologique sur 10 ans ;

Considérant que les compléments et engagements apportés par le maître d'ouvrage, ainsi que les prescriptions du présent arrêté, sont de nature à répondre aux réserves citées dans l'avis du CSRPN et aux observations du public ;

Considérant les engagements pris par le maître d'ouvrage en matière de mesures d'atténuation et de compensation des impacts du projet sur la biodiversité et de mesures d'accompagnement et de suivi, tels qu'ils figurent dans le dossier technique susvisé ;

Considérant que l'impact résiduel du projet ne remet pas en cause l'état de conservation favorable des populations des espèces concernées, sous réserve de la mise en œuvre des mesures d'évitement, de réduction et de compensation proposées par le maître d'ouvrage et prescrites dans le présent arrêté ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRÊTE

Article 1 : objet, identité du bénéficiaire et périmètre concerné par la dérogation

Article 1.1 : objet et identité du bénéficiaire de la dérogation

Dans le cadre du projet de construction de l'Écopôle MOLX, situé sur le territoire de la commune de Gardanne, département des Bouches-du-Rhône, le bénéficiaire de la dérogation est la société MP INDUSTRIES / ÉCOPARC INDUSTRIES et ÉCOPARC ACTIVITÉS, immatriculée sous le SIRET 451 737 715 00025, code APE 2229A – fabrication d'autres articles en matières plastiques, dont le siège social est établi 451, chemin de la République – La Bastide Bleue – 13 420 Gémenos, ci-après dénommée le maître d'ouvrage.

Article 1.2 : périmètre concerné

Place Félix Baret – CS 80 001 – 13 282 Marseille Cedex 06 -
Téléphone : 04.84.35.40.00

www.bouches-du-rhone.gouv.fr

La présente dérogation concerne la réalisation, par MP INDUSTRIES / ÉCOPARC INDUSTRIES et ÉCOPARC ACTIVITÉS, du projet écopôle MOLX, situé sur le territoire de la commune de Gardanne (13), au lieu-dit Les Molx, en bordure du chemin de Roman. Les interventions consistent principalement en la construction d'un ensemble de bâtiments industriels, artisanaux et de services dédiés aux activités de recyclage, de transformation et de valorisation des matières plastiques, ainsi qu'en la création des infrastructures et aménagements associés : voiries internes, aires de manœuvre et de stationnement, bassins de rétention, réseaux techniques, zones de stockage et espaces paysagers. Les travaux comprennent également les aménagements temporaires nécessaires à la phase chantier, notamment les zones d'accès, de stockage et de circulation des engins.

Le périmètre d'intervention du projet est représenté en annexe 1 du présent arrêté.

Article 2 : nature de la dérogation

Dans le cadre du projet visé à l'article 1, la dérogation porte, conformément aux formulaires CERFA susvisés, sur :

Espèces concernées		Niveau d'impact résiduel, perte d'habitats en surface et nombre d'individus impactés
Nom vernaculaire	Nom latin	
Flore (1 espèce)		
Chardon à épingles	<i>Carduus acicularis</i>	Destruction de 94 pieds et 2,2 ha d'habitat favorable
Reptiles (4 espèces)		
Couleuvre de Montpellier	<i>Malpolon monspessulanus</i>	Destruction et dégradation d'habitats favorables (~45 m²) et destruction directe et/ou dérangement d'individus (1 à 10)
Seps strié	<i>Chalcides striatus</i>	
Lézard des murailles	<i>Podarcis muralis</i>	
Tarente de Maurétanie	<i>Tarentola mauritanica</i>	
Oiseaux (3 espèces)		
Chardonneret élégant	<i>Carduelis carduelis</i>	Destruction et dégradation d'habitats favorables (~2,4 ha) et destruction directe et/ou dérangement d'individus (1 à 10)
Verdier d'Europe	<i>Chloris chloris</i>	
Fauvette mélanocéphale	<i>Curruca melanocephala</i>	
Insecte (1 espèce)		
Agrion de Mercure	<i>Coenagrion mercuriale</i>	Destruction et dégradation d'habitats favorables (~1,8 ha) et destruction directe et/ou dérangement d'individus (1 à 10)
Mammifères (2 espèces)		
Pipistrelle pygmée	<i>Pipistrellus pygmaeus</i>	Destruction et dégradation d'habitats favorables (~2,4 ha) et destruction directe et/ou dérangement d'individus (1 à 10)
Pipistrelle de Kuhl	<i>Pipistrellus kuhlii</i>	

Les atteintes aux espèces et habitats concernés seront exclusivement effectuées dans le cadre du chantier d'aménagement visé à l'article 1.

Article 3 : mesures de réduction et de compensation des impacts, et mesures d'accompagnement et de suivis

Conformément aux propositions contenues dans sa demande de dérogation, le maître d'ouvrage met en œuvre et prend intégralement en charge financièrement les actions qui suivent (actions détaillées dans le dossier technique susvisé).

Ces mesures seront mises en œuvre avant le démarrage de la phase de chantier, sauf mention contraire dans les articles 3.1 à 3.3 du présent arrêté.

Les objectifs de résultat l'emportent sur les objectifs de moyens et visent, sur la durée d'exploitation des ouvrages, à une absence de perte nette, voire à un gain de biodiversité. Les montants financiers indiqués dans le dossier technique susvisé sont prévisionnels et indicatifs.

Une modification du projet pourra être répercutée sur les engagements du maître d'ouvrage mentionnés dans le présent article. Les modifications sont soumises à validation préalable de l'administration.

Article 3.1 : mesures d'évitement et de réduction des impacts

Ces mesures sont détaillées dans le dossier technique et le mémoire en réponse susvisés.

Mesure MR1 : adaptation du calendrier des travaux

- le calendrier des travaux est adapté aux cycles biologiques des espèces présentes sur le site (chiroptères, oiseaux nicheurs, reptiles, amphibiens et Agrion de Mercure), afin d'éviter leur destruction ou leur dérangement. Travaux de démolition : à réaliser entre septembre et fin octobre, ou en avril, précédés de deux nuits d'éclairage défavorabilisant orienté vers les façades et toitures pour empêcher l'installation des chauves-souris ;
- travaux de débroussaillage, d'abattage et de terrassement : à programmer entre septembre et mi-novembre, sous supervision d'un écologue chargé du repérage et du marquage des arbres à conserver.
- travaux de construction : à conduire entre septembre et fin février, sans interruption jusqu'à leur achèvement, afin d'éviter toute reprise entre mars et août, période de reproduction des oiseaux nicheurs.

Un écologue suivra la mise en œuvre de ces prescriptions et consignera ses observations dans le registre environnemental de chantier.

Mesure MR2 : mise en défens des secteurs à enjeux écologiques

En phase travaux, une mise en défens des secteurs présentant un intérêt écologique sera réalisée.

Un balisage physique par barrière de protection sera installé autour des arbres et zones sensibles, incluant une zone tampon d'au moins 3 mètres de large englobant le système racinaire des arbres de l'espace boisé classé (EBC).

Ces dispositifs seront mis en place avant le démarrage des travaux et maintenus pendant toute la durée du chantier afin d'éviter tout piétinement, compactage ou dégradation accidentelle des milieux protégés.

Mesure MR3 : positionnement des emprises et organisation du chantier

Le maître d'ouvrage devra mettre en œuvre une organisation spatiale du chantier visant à éviter tout empiètement sur les milieux naturels et à limiter les nuisances. Un plan d'installation du chantier précisera la localisation des zones de stockage, des emprises techniques, de la base-vie et des voies de circulation.

La vitesse de circulation des engins sera limitée à 20 km/h, conformément au plan de circulation annexé, et fera l'objet d'une sensibilisation spécifique auprès des entreprises avant le démarrage des travaux.

Mesure MR4 : réduction des impacts en faveur des reptiles

Le maître d'ouvrage procédera au démantèlement des habitats favorables aux reptiles (tas de pierres, murets, végétation basse, zones de friche) entre septembre et octobre, période de moindre sensibilité pour ces espèces.

Ces opérations seront réalisées en présence d'un herpétologue afin d'assurer la capture et le déplacement éventuel des individus vers des zones refuges situées hors emprise du chantier.

Mesure MR5 : prévention du risque de pollution et réduction des nuisances en phase travaux

Le maître d'ouvrage devra mettre en œuvre l'ensemble des dispositions nécessaires pour prévenir tout risque de pollution ou de nuisance pendant les travaux et sensibiliser les entreprises intervenantes aux bonnes pratiques environnementales.

Les prescriptions suivantes devront être strictement respectées :

- en cas de déversement accidentel, la réponse devra être immédiate et adaptée : confinement du liquide à l'aide de produits absorbants appropriés (poudres ou feuilles de microfibres), puis évacuation des matériaux souillés vers une filière agréée, conformément à l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 ;
- les eaux de lavage des engins et eaux de ruissellement chargées en matières en suspension seront contenues et traitées dans une benne à laitance ;
- les zones de stockage du matériel et des engins seront aménagées sur des surfaces stabilisées et étanches, situées hors milieux naturels ;
- les engins seront entretenus et ravitaillés en carburant à l'extérieur du site ; aucun stockage d'hydrocarbures ne sera autorisé hors des zones enrobées existantes ;
- chaque engin sera équipé d'un kit anti-pollution, et des stocks de matériaux absorbants (poudre ou sable 0/4) seront disponibles sur site ;
- le matériel utilisé devra être en bon état, exempt de fuites d'huile ou d'hydrocarbures ; les flexibles hydrauliques seront régulièrement vérifiés et remplacés si nécessaire.
- la vitesse de circulation sur le chantier sera limitée à 30 km/h ;
- les déchets de chantier seront triés, collectés et évacués régulièrement vers des filières agréées :
 - déchets dangereux et emballages souillés vers une installation réglementée,
 - déchets inertes vers une ISDI,
 - déchets ménagers ou assimilés vers une ISDD ou un centre de tri,
 - déchets valorisables vers une installation de recyclage ou de valorisation énergétique ;
- le brûlage à l'air libre des déchets est strictement interdit.

Ces mesures s'appliquent pendant toute la durée du chantier. Leur bonne mise en œuvre fera l'objet d'un contrôle régulier par l'écologue de suivi, et les observations seront consignées au registre environnemental.

Mesure MR6 : réduction des nuisances et aménagements favorables à la faune

En phase d'exploitation, les clôtures installées sur le site ne devront pas descendre jusqu'au sol et laisseront un espace libre d'environ 15 cm afin de permettre le passage de la petite faune (reptiles, amphibiens, micromammifères).

Les piquets et grillages seront choisis de manière à réduire les risques de collision avec l'avifaune : les extrémités supérieures devront présenter une surface plane et seront recouvertes de bouchons plats durables pour éviter tout risque de blessure, notamment pour les rapaces en chasse.

Mesure MR7 : réduction des impacts lumineux en faveur des chiroptères

L'éclairage du site sera conçu pour limiter les perturbations sur les chiroptères.

Les lampadaires devront être équipés de LED à lumière ambrée, d'une puissance maximale de 70 W, orientés strictement vers le sol avec un cône lumineux réduit.

Ils seront éteints entre 21 h et 6 h, sauf nécessité ponctuelle de sécurité.

Mesure MR8 : encadrement écologique des OLD

Avant toute mise en œuvre des obligations légales de débroussaillage (OLD) sur les abords du site de projet, le bénéficiaire fera procéder à une vérification naturaliste préalable visant à identifier la présence éventuelle d'espèces protégées (faune et flore) dans les secteurs concernés.

Cette vérification sera réalisée par un écologue qualifié et donnera lieu à un compte rendu cartographique précisant les zones à préserver ou les ajustements nécessaires (période d'intervention, intensité du débroussaillage, maintien de structures refuges).

Les OLD devront être conduites en période écologiquement favorable, en évitant les phases de reproduction ou de floraison des espèces protégées identifiées.

Article 3.2 : mesures compensatoires en faveur de la biodiversité (détaillées dans le dossier technique susvisé)

Le bénéficiaire met en œuvre une action de compensation en faveur du Chardon à épingle (*Carduus acicularis*), consistant à transplanter et restaurer durablement une population de l'espèce sur une zone hôte sanctuarisée située sur la commune de Gardanne (13).

L'action porte sur une surface compensatoire minimale de 1 420 m², localisée sur un foncier appartenant au pétitionnaire, dont la localisation figure en annexe 2.

Site	Localisation de la mesure	Surface
Site 1	Commune de Gardanne, section D, parcelles n° 1656 et 1703	1 420 m ²

Sur les terrains susvisés, les mesures de gestion écologique devront être appliquées pendant une durée minimale de 10 ans à compter de leur mise en œuvre, avec un suivi annuel de 10 ans.

Mesure C1 – création d'habitats favorables à l'avifaune et aux chiroptères

Le maître d'ouvrage devra réaliser ou mettre en œuvre :

- le prélèvement mécanique du sol sur les stations impactées de *Carduus acicularis*, sur une épaisseur de 20 cm, entre juillet et les premières pluies de septembre, afin de collecter simultanément les individus et la banque de graines ;
- le transport immédiat du sol par camion vers la zone hôte, sans stockage intermédiaire, conformément au protocole validé par le conservatoire botanique national méditerranéen (CBNMed) ;
- la préparation du sol de la zone hôte, incluant un décompactage superficiel et une vérification de l'absence d'espèces exotiques envahissantes, avant le dépôt du sol transféré sur une épaisseur moyenne de 20 cm ;
- la mise en défens de la zone hôte par clôture légère (ganivelles) et la pose d'une signalétique de sensibilisation, interdisant toute circulation, dépôt ou entretien mécanique ;
- la gestion écologique pérenne du site, excluant tout amendement (N, P, K, S), tout arrosage, et tout usage de produits phytosanitaires, avec la possibilité d'un débroussaillage léger en septembre, si nécessaire, pour maintenir des conditions de milieu ouvert favorables à l'espèce ;
- le suivi écologique annuel de la population réintroduite, réalisé chaque année début juin, selon le protocole détaillé dans la mesure d'accompagnement MA-1, et donnant lieu à un compte rendu transmis à la DREAL PACA.

En cas de faible taux de reprise ou d'envahissement par la végétation concurrente, des actions correctives seront engagées (réouverture du milieu, transfert complémentaire ponctuel de sol, gestion renforcée des EEE) sous coordination d'un écologue référent.

Un bilan intermédiaire à N+5 sera établi afin d'évaluer la trajectoire de restauration du *Carduus acicularis* sur la zone hôte. Ce bilan devra attester de la présence d'au moins 250 individus, dont 50 % en floraison, répartis sur plus de 50 % de la surface compensatoire, et d'un état de conservation satisfaisant du milieu (structure ouverte, absence d'espèces envahissantes, maintien de la texture du sol). En cas de non-atteinte de ces seuils, le maître d'ouvrage proposera, sous validation de la DREAL PACA, un plan d'actions correctives destiné à garantir l'atteinte des objectifs finaux à N+10.

L'objectif de performance de la mesure compensatoire est d'assurer, à l'échéance de 10 ans, l'établissement d'une population viable et pérenne de *Carduus acicularis* sur la zone hôte, avec un minimum de 500 individus répartis de manière homogène, dans des conditions écologiques favorables et sans espèces exotiques envahissantes. L'opération vise un gain net estimé à + 400 individus par rapport à la situation initiale, assurant ainsi une plus-value écologique significative et la pérennité à long terme de l'espèce sur le territoire de Gardanne.

Mesure C2 : définition, gestion et localisation d'une zone de compensation supplémentaire

Afin d'assurer une compensation proportionnée à la destruction d'environ 2,2 ha d'habitat favorable au *Carduus acicularis* mentionnée à l'article 2, le bénéficiaire mettra en œuvre, dans un délai de deux ans suivant la signature du présent arrêté, une zone de compensation

complémentaire dimensionnée selon un ratio minimal de 1 pour 1 par rapport à cette surface d'impact.

Cette compensation additionnelle consistera en la restauration ou la création de milieux ouverts xériques favorables à la germination et à la dynamique du *Carduus acicularis*, sur des terrains présentant des conditions stationnelles similaires (sols meubles, exposition, structure ouverte).

La localisation précise, le plan de gestion écologique et le protocole de suivi décennal seront validés par la DREAL PACA.

La mesure visera à garantir la pérennité de la population transférée.

Article 3.3 : mesures d'accompagnement et de suivi

Les résultats des mesures de compensation (article 3.2) font l'objet de mesures de suivi pour s'assurer de l'efficacité de ces actions pour la conservation et le développement des populations d'espèces protégées visées par la dérogation.

Les mesures d'accompagnement à mettre en œuvre sont définies ci-dessous :

Mesure A1 – suivi écologique et accompagnement de la transplantation du Chardon à épingles (*Carduus acicularis*)

Le maître d'ouvrage assure, pendant 10 ans à compter de la mise en œuvre de la mesure compensatoire MC1, un suivi écologique annuel de la zone hôte, sous la coordination d'un expert botaniste.

Le suivi est réalisé chaque année début juin, au moment de la floraison du *Carduus acicularis*, selon le protocole suivant :

- prospection intégrale de la zone hôte, y compris ses bordures, afin d'identifier tous les individus présents (feuilles, fleurs, fruits) ;
- relevé de fréquence sur une ou deux lignes de lecture diagonales non permanentes, comportant au minimum 100 points d'observation, en notant la présence/absence de l'espèce à hauteur de pied ;
- calcul de la fréquence d'occurrence (nombre de points positifs rapporté au total de points observés) et évaluation du pourcentage d'individus en floraison ou fructification ;
- appréciation qualitative de l'état du milieu (structure de la végétation, recouvrement, présence d'espèces concurrentes ou exotiques envahissantes, état du sol) ;
- vérification de la conformité de la gestion : absence d'arrosage, d'amendement ou de produits phytosanitaires, maintien d'un milieu ouvert, clôtures et signalétique en place.
- les résultats sont synthétisés dans un rapport annuel transmis à la DREAL PACA, précisant l'évolution du nombre d'individus, la dynamique de la population et les éventuelles préconisations correctives.

Mesure A2 : accompagnement en faveur de l'Agrion de Mercure et de la biodiversité

Afin de préserver la biodiversité et de favoriser la maturation de l'Agrion de Mercure, les prescriptions suivantes seront appliquées :

- aucune espèce végétale envahissante ne devra être plantée sur le site ;
- les espaces verts seront paillés avec la tonte de friches agricoles dominées par le Plantain lancéolé ;
- des semences de prairies sèches contenant du Plantain lancéolé seront introduites dans les espaces verts et bassins de rétention ;
- les arbres existants seront conservés autant que possible ;
- l'usage de produits phytosanitaires ou biocides sera proscrit pour l'entretien ;
- les plantations privilégieront des essences locales : érable champêtre, micocoulier, laurier noble, arbre de Judée, fruitiers et arbustes.

Mesure A3 : accompagnement en faveur des chiroptères – pose et gestion de nichoirs

Sous la supervision d'un expert naturaliste, le maître d'ouvrage installera au minimum quatre nichoirs à chiroptères en béton de bois, fixés sur des bâtiments de plus de 7 m de haut ou dans des arbres d'au moins 4 m, orientés sud à sud-est.

Les gîtes seront implantés dans des zones calmes et non éclairées, avec une entrée dégagée et protégée des intempéries.

L'entretien éventuel, limité à une fois par an en période d'hibernation (novembre à mars), sera effectué sans produit chimique et uniquement sur des nichoirs inoccupés.

Toute perturbation volontaire ou utilisation de produits chimiques à proximité est interdite.

Mesure A4 : accompagnement en faveur des reptiles – création de murets et hibernaculums

Le maître d'ouvrage privilégiera la construction de murets en pierres sèches, en réutilisant autant que possible les pierres issues du site.

Sous la supervision du coordinateur environnemental, une opération de génie écologique sera menée pour créer des habitats favorables aux reptiles dans les zones réaménagées. Ces aménagements seront implantés sur des secteurs exposés sud à sud-est, faiblement exposés aux vents, bien ensoleillés et présentant une légère pente (15 à 20 %).

Ces dispositifs auront pour objectif d'améliorer la fonctionnalité écologique du site et de favoriser la recolonisation par les reptiles locaux.

Mesure MS-1 : suivi du chantier par un coordinateur environnemental

Un coordinateur environnemental, expert naturaliste, sera missionné pour assurer le suivi écologique du chantier.

Sa mission portera notamment sur :

- la vérification du respect du calendrier écologique et du phasage des travaux ; l'encadrement de la mise en défens des zones à enjeux ;
- la supervision des opérations de démolition du bâti ;
- la participation à la réunion de démarrage du chantier ;

- les contrôles réguliers du chantier et la rédaction de comptes rendus consignés dans le registre environnemental.

Les données brutes recueillies lors de l'état initial et des suivis naturalistes seront versées au système d'information sur la nature et les paysages (base régionale SILÈNE) et sur la plateforme de dépôt légal des données de biodiversité (www.projets-environnement.gouv.fr) par le maître d'ouvrage. Pour chaque lot de données, le maître d'ouvrage fournira à la DREAL PACA (service biodiversité, eau, paysage) l'attestation de versement correspondant signée par l'administrateur de données SILÈNE.

Article 4 : mesures correctives et complémentaires

Si le suivi prévu à l'article 3 met en évidence une insuffisance des mesures prescrites pour garantir le maintien dans un bon état de conservation des espèces protégées concernées, le bénéficiaire sera tenu de proposer à la DREAL PACA (service biodiversité, eau, paysage) des mesures correctives et des mesures compensatoires complémentaires. Le préfet fixera, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires.

Article 5 : information des services de l'État et publicité des résultats

Le maître d'ouvrage transmet sans délai à la DREAL PACA (service biodiversité, eau, paysage) les données cartographiques relatives à l'aménagement et aux mesures prévues à l'article 3, dans un format compatible avec l'outil cartographique GeoMCE déployé au niveau national pour le suivi de ces mesures.

Il informe la DREAL PACA (service biodiversité, eau, paysage) et la direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) des Bouches-du-Rhône du début et de la fin des travaux.

Le maître d'ouvrage et l'encadrant écologique sont tenus de signaler à la DREAL PACA (service biodiversité, eau, paysage) et la DDTM des Bouches-du-Rhône les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente dérogation qui sont de nature à porter atteinte aux espèces protégées.

En janvier de chaque année de suivi, le maître d'ouvrage rend compte à la DREAL PACA sous la forme d'un rapport de synthèse (comprenant notamment les résultats des suivis et les coûts estimatifs des mesures) de l'état d'avancement de la mise en œuvre des mesures prescrites à l'article 3.

Il adresse une copie des conventions passées avec ses partenaires techniques ou scientifiques pour la mise en œuvre des mesures prescrites à l'article 3 et des bilans produits à la DREAL PACA pour information.

Les résultats des suivis et bilans peuvent être utilisés par la DREAL PACA afin de permettre l'amélioration des évaluations d'impacts et le retour d'expérience pour d'autres projets en milieu équivalent.

Article 6 : durée de validité de la dérogation

La présente dérogation est accordée pour la durée des travaux liés au projet visé à l'article 1, dans la limite de 5 ans à compter de la signature du présent arrêté.

Article 7 : mesures de contrôle

La mise en œuvre du présent arrêté peut faire l'objet de contrôle par les agents chargés de constater les infractions mentionnées à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

Article 8 : sanctions

Le non-respect du présent arrêté est puni des sanctions définies à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

Article 9 : délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée auprès du tribunal administratif de Marseille – 31, rue Jean-François LECA – 13 235 Marseille cedex 02, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification ou de sa publication. Elle peut faire l'objet d'un recours hiérarchique ou d'un recours contentieux dans ce même délai, qui prolonge de deux mois le délai ci-dessus mentionné.

Le tribunal administratif de Marseille peut être saisi, non seulement par courrier, mais également par l'application informatique « télérecours citoyens », accessible par le lien www.telerecours.fr.

Article 10 : exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement PACA, le directeur départemental des territoires et de la mer des Bouches-du-Rhône et le directeur régional de l'Office Français de la Biodiversité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Bouches-du-Rhône et mis en ligne sur le site internet de la DREAL PACA.

Fait à Marseille, le 17 NOV. 2025

Pour le Préfet
La secrétaire générale adjointe
Marie-Perle PLAZA

Annexes :

- annexe 1 : cartographie des zones concernées par la dérogation
- annexe 2 : cartographie des mesures de compensation

Annexe 1 : cartographie des zones concernées par la dérogation
(Source : cartographie extraite du dossier technique)



Légende

— Cours d'eau

■ Aire d'étude

• Localisation des relevés taxonomiques du 8 juin 2017

0 50 100 m



Annexe 2 : cartographie des mesures de compensation
(source : cartographie extraite du dossier technique)



Carte 1: Localisation de la zone de la mesure de compensation MC1 (périmètre vert)